

Besancenot : sous le gouvernement Fillon, le Medef n'a pas été « cocu »

Le NPA présente 364 candidatures pour les législatives dont 25 « unitaires »

mercredi 30 mai 2012, par [BESANCENOT Olivier](#) (Date de rédaction antérieure : 29 mai 2012).

Sommaire

- [Besancenot inquiet d'une \(...\)](#)
- [Le NPA présente 364 candidatur](#)

PARIS, 29 mai 2012 (AFP) - L'ancien candidat à la présidentielle Olivier Besancenot a ironisé mardi sur les propos de François Fillon selon lesquels « les syndicats vont être les premiers cocus de la gauche », affirmant que « sous son gouvernement à lui, il y en a qui n'ont pas été cocus, c'est le Medef ».

Interrogé sur i>TELE sur les propos de l'ancien Premier ministre, M. Besancenot, tête d'affiche du Nouveau parti anticapitaliste, a d'abord suggéré à M. Fillon « qu'il se détende ». "Sous son gouvernement à lui, il y en a qui n'ont pas été cocus, c'est le Medef", a-t-il ensuite ironisé.

Alors qu'on lui demandait une réaction sur le fond au propos de M. Fillon, le postier de Neuilly a répondu : « Nous, au NPA, c'était le sens de la candidature de Philippe Poutou (à la présidentielle), et de nos candidats aux législatives, on présente une autre orientation, et à la différence d'autres on a lu le programme du PS depuis le départ. »

« On n'est pas d'accord sur la retraite à 60 ans, parce que dire qu'on va partir à la retraite à 60 ans à 41, 5 annuités, ça ne concerne qu'une minorité » de personnes, a-t-il notamment fait valoir.

François Fillon a affirmé mardi que les syndicats allaient être « les premiers cocus de la gauche », notamment sur la question de la retraite à 60 ans, en marge d'un déplacement en Seine-Saint-Denis.

gd/sm/nm

Besancenot inquiet d'une future cohabitation entre Hollande... et la finance

PARIS, 29 mai 2012 (AFP) - L'ancien candidat à la présidentielle Olivier Besancenot s'est dit mardi sur France 2 bien plus inquiet au sujet d'une future cohabitation entre François Hollande et les marchés financiers que d'une cohabitation du nouveau président avec la droite après les législatives.

« Les législatives, c'est une espèce de queue de comète de l'après-présidentielle, et visiblement le

seul sujet c'est de savoir s'il y aura une cohabitation entre François Hollande et une majorité de droite », a déploré le postier du Nouveau parti anticapitaliste.

Or « la seule question qui m'intéresse, c'est : »Est-ce qu'il y aura une cohabitation entre François Hollande et les marchés financiers ?« », est-ce que la France subira « le règne de la finance comme la gauche a su nous le montrer dans le passé malheureusement en France et d'autres gouvernements de gauche en Grèce ou en Espagne ? », s'est-il interrogé.

D'après lui, les consultations engagées ce mardi par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et plusieurs membres de son gouvernement avec les organisations syndicales et patronales seront « un sommet social pas trop difficile à grimper pour le Medef ».

« Je pense qu'ils n'auront pas besoin de grappin, ils n'auront pas besoin d'être en cordée sur les salaires, les retraites ou les licenciements », a-t-il ironisé.

M. Besancenot, candidat en 2002 et 2007 à la présidentielle, a rappelé le programme du NPA : « 37, 5 annuités pour tous avec une retraite à 60 ans ; augmentation de tous les salaires de 300 euros nets ; Smic à 1700 euros nets ; interdiction des licenciements notamment dans les entreprises qui font des bénéfices ».

Pour constituer l'« opposition de gauche » à François Hollande que le NPA souhaite, M. Besancenot a annoncé que le parti venait « d'écrire à l'ensemble des organisations de la gauche radicale », dont le Front de Gauche.

Objectif ? « Voir comment ensemble on peut créer un bloc contre l'austérité, un front social et politique pour résister à tous les mauvais coups, pour travailler aux revendications que défendent les uns et les autres, pour voir aussi comment on fait pour sortir de l'Europe libérale », alors qu'il y a sept ans ce mardi que la France a rejeté le Traité établissant une constitution pour l'Europe, en 2005, a rappelé M. Besancenot.

gd/sm/jmg

Le NPA présente 364 candidatures pour les législatives dont 25 « unitaires »

PARIS, 21 mai 2012 (AFP) - Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) présente pour les élections législatives en juin des candidatures dans 364 circonscriptions dont 25 « unitaires » avec d'autres partis de gauche dont le Front de Gauche, a-t-on appris lundi lors d'une conférence de presse à Paris.

Sur les 339 circonscriptions où le NPA part seul, 168 candidats sont des hommes, 171 des femmes.

« Au NPA on ne se bouscule pas pour être candidat sur le devant de la scène », a dit Christine Poupin, porte-parole du parti, pour expliquer l'absence de candidat NPA dans chacune des 577 circonscriptions.

L'ex-candidat à la présidentielle Philippe Poutou (1,15%) a déploré en outre que le nombre de 25 candidatures unitaires soit « trop peu ». « Ca aurait été mieux » s'il y avait eu des candidatures unitaires dans toutes les circonscriptions, a dit M. Poutou, lui-même candidat dans la 5^e

circonscription de Gironde.

« Le Front de Gauche et le NPA n'ont pas le même projet, pas les mêmes perspectives politiques. Et dans les régions, les élus Front de gauche soutiennent la politique du PS, une politique libérale », a-t-il expliqué.

D'ailleurs, si le Limousin (5) et la Bretagne (3) ont pu fournir une bonne part des candidatures unitaires avec des « militants Front de Gauche », c'est parce que ceux-ci sont localement « en rupture avec le PS ».

Les autres régions pourvoyeuses de candidatures unitaires sont la France-Comté (2), l'Île-de-France (1), Midi-Pyrénées (3), Provence-Alpes-Côte-d'Azur (3), Poitou-Charentes (1) et Rhône-Alpes (7). Le NPA s'y est généralement associé avec le MOC (Mouvement des objecteurs de croissance) et/ou les Alternatifs, a indiqué M. Poutou.

Il n'y a en revanche aucune candidature commune avec Lutte ouvrière, M. Poutou qui a mis en cause implicitement l'attitude du parti de Nathalie Arthaud.

Toutefois, « on peut avoir sur des sujets ponctuels des meetings communs, des batailles unitaires, y compris avec le PS, même si ça va être plus dur parce qu'ils sont au gouvernement », a-t-il dit, citant l'exemple des luttes des salariés de Fralib (Bouches-du-Rhône) ou d'Arcelor (Moselle).

« IL N'Y A RIEN À ATTENDRE DE CE GOUVERNEMENT »

L'objectif pour le NPA reste, comme l'affirme Christine Poupin, d'être « une opposition à la gauche de ce gouvernement ». « Il n'y a rien à attendre de ce gouvernement », appuie Philippe Poutou. Le NPA a affirmé défendre un programme constant : l'affrontement avec le Capital qui passe notamment par l'annulation de la dette. Olivier Besancenot, candidat à la présidentielle de l'ancêtre du NPA, la Ligue communiste révolutionnaire, en 2002 et 2007, ne sera lui pas candidat pour ces législatives. « C'était prévu qu'il ne le soit pas », a simplement expliqué Philippe Poutou.

Alors que le parti a connu des tensions pendant la présidentielle, une partie de la direction appartenant au courant Gauche anticapitaliste (GA) appelant à s'allier au Front de Gauche, Philippe Poutou a déclaré que la majorité du NPA essayait de « faire les choses le plus ensemble possible » avec la minorité GA.

gd/cp/nm
